

## Newsletter

Numéro 32 / 28 novembre 2017

Chères et chers membres du groupe parlementaire CAIRE+  
Chères et chers parlementaires,

Nous profitons de cette newsletter pour vous souhaiter une excellente session hivernale ! Ce numéro s'intéresse principalement à l'**Examen Périodique Universel (EPU)**. Le 9 novembre dernier, le respect des droits humains sur le territoire helvétique a en effet été évalué par ce processus spécifique au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Les états membres de l'ONU ont adressé 251 recommandations à la Suisse. Beaucoup d'entre elles concernent des problématiques qui touchent de près le groupe parlementaire CAIRE+, comme la violence contre les femmes, la violence domestique, l'égalité femme-homme et les discriminations liées à l'orientation et à l'identité sexuelles. L'EPU offre des propositions concrètes aux différent-e-s acteurs/actrices et parlementaires pour améliorer la situation des droits humains. Plus d'informations à ce sujet dans nos rubriques => *Actualités* et => *Savoir*.

Au vu de la densité du programme de cette session, nous renonçons exceptionnellement à la séance habituelle du groupe parlementaire CAIRE+ et aborderons au besoin les sujets d'actualité de façon bilatérale. Nous vous souhaitons le meilleur pour cette fin d'année !

## Actualités

---

Le groupe parlementaire CAIRE+ a organisé le 27 septembre dernier une rencontre commune avec les groupes parlementaires Enfance et Jeunesse et Politique familiale autour du thème des **requérant-e-s d'asile mineur-e-s non accompagné-e-s**. Andreas Tschöpe, Secrétaire général du Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ), et Amine Conde, un participant, y ont présenté le projet « Speak Out! », qui a pour objectif de promouvoir l'engagement et la prise de parole des jeunes migrant-e-s. Il en ressort que les principales préoccupations des jeunes concerné-e-s sont : la situation dans leur pays de résidence, leur tutelle et prise en charge, la formation et le passage à la majorité.

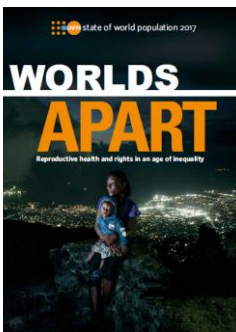


*Intervenant-e-s: Martina Obrist SEM, Gaby Szöllösy CDAS, Amine Conde « Speak Out »  
Photos: Valérie Vuille*

En seconde partie, Gaby Szöllösy, Secrétaire générale de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales, a exposé les recommandations de la CDAS relatives aux enfants et aux jeunes mineur-e-s non accompagné-e-s dans le domaine de l'asile. En tant que représentante du Secrétariat d'Etat aux migrations, Martina Obrist a ensuite réagi à ces recommandations et répondu aux nombreuses questions de l'assemblée.

- [Recommandations de la CDAS relatives aux enfants et aux jeunes mineurs non accompagnés dans le domaine de l'asile, mai 2016](http://www.sodk.ch/fileadmin/user_upload/Aktuell/Empfehlungen/2016.05.20_MNA-Empf_farbig_f.pdf)  
[http://www.sodk.ch/fileadmin/user\\_upload/Aktuell/Empfehlungen/2016.05.20\\_MNA-Empf\\_farbig\\_f.pdf](http://www.sodk.ch/fileadmin/user_upload/Aktuell/Empfehlungen/2016.05.20_MNA-Empf_farbig_f.pdf)

- Le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) a édité à la mi-octobre son rapport thématique 2017 intitulé « **Des mondes à part – santé et droits en matière de reproduction à une époque marquée par les inégalités** ». Comme le constate l'UNFPA, le fossé entre les riches et les pauvres se creuse aujourd'hui de façon alarmante. Cette situation est contraire aux objectifs de développement durable, qui se basent sur les droits humains pour s'efforcer de réduire les inégalités et d'intégrer les groupes de population les plus démunis ou marginalisés. Un tel engagement requiert une approche pluridimensionnelle. Deux facteurs importants d'inégalité sont en effet le manque de parité entre hommes et femmes et des différences notoires dans la mise en œuvre de la santé sexuelle et reproductive et des droits y relatifs. Or, ces différences n'ont pas seulement un effet néfaste sur la santé et les droits des femmes, elles impactent également leurs chances en termes de formation, d'indépendance économique et de participation politique. L'UNFPA propose 10 mesures pour plus d'égalité dans le monde.



- [Etat de la population mondiale 2017 Worlds Apart \(en anglais\)](http://www.unfpa.org/sites/default/files/sowp/downloads/UNFPA_PUB_2017_EN_SWOP.pdf)  
[http://www.unfpa.org/sites/default/files/sowp/downloads/UNFPA\\_PUB\\_2017\\_EN\\_SWOP.pdf](http://www.unfpa.org/sites/default/files/sowp/downloads/UNFPA_PUB_2017_EN_SWOP.pdf)
- [Etat de la population mondiale 2017 \(version français\)](http://www.unfpa.org/sites/default/files/sowp/downloads/UNFPA_PUB_2017_FR_swop_Etat_de_la_population_mondiale.pdf)  
[http://www.unfpa.org/sites/default/files/sowp/downloads/UNFPA\\_PUB\\_2017\\_FR\\_swop Etat de la population mondiale.pdf](http://www.unfpa.org/sites/default/files/sowp/downloads/UNFPA_PUB_2017_FR_swop_Etat_de_la_population_mondiale.pdf)

- Dr. Natalia Kanem a été nommée début octobre Directrice du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA). Elle succède ainsi à Babatunde Osotimehin qui est décédé brusquement l'été passé. Natalia Kanem bénéficie de plus de trente ans d'expérience professionnelle, notamment dans les domaines de la médecine, de la santé publique, de la santé reproductive et de la paix. Elle a représenté la Tanzanie à l'UNFPA de 2014 à 2016, année où elle est devenue vice-directrice de l'UNFPA.



- [Fonds des Nations Unies pour la population UNFPA](http://www.unfpa.org/)  
<http://www.unfpa.org/>
- [Natalia Kanem](http://www.unfpa.org/sites/default/files/biographies/Dr._Natalia_Kanem.pdf)  
[http://www.unfpa.org/sites/default/files/biographies/Dr. Natalia Kanem.pdf](http://www.unfpa.org/sites/default/files/biographies/Dr._Natalia_Kanem.pdf)

- La situation de la Suisse en matière de respect des droits humains a été passée en revue par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU le 9 novembre dernier dans le cadre de **l'Examen périodique universel (>EPU/UPR)**. 11 états membres des Nations Unies ont listé un total de 251 recommandations spécifiques visant à améliorer la situation des droits humains. La Suisse a d'emblée accepté 121 de ces recommandations et en a refusé 67. Elle doit encore prendre position concernant les 63 propositions restantes d'ici le printemps prochain. La Confédération s'est par exemple engagée à augmenter les ressources dédiées à la coopération au développement à hauteur de 0,7% du produit intérieur national. Elle est également prête à suivre plusieurs recommandations concernant la lutte contre la violence à l'égard des femmes. Si elle a certes accepté de nombreuses suggestions cruciales dans le domaine de la lutte contre les discriminations et les stigmatisations, elle en a décliné d'autres qui lui demandent de mettre sur pied des mesures efficaces au niveau légal. Alors qu'elle a consenti à valider des recommandations visant à améliorer l'égalité femme-homme, la Suisse ne s'est cependant pas encore prononcée sur l'adoption éventuelle d'un plan d'action national ainsi que d'une stratégie de promotion de l'égalité des genres.

- [Communiqué de presse](#)  
[https://www.sante-sexuelle.ch/wp-content/uploads/2017/11/171107\\_CM\\_UPR\\_f.pdf](https://www.sante-sexuelle.ch/wp-content/uploads/2017/11/171107_CM_UPR_f.pdf)
- [La Suisse reçoit 251 recommandations](#)  
<https://www.humanrights.ch/fr/droits-humains-suisse/eu/eu-2017/recommandations-eu-2017>

- Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a publié début septembre sa première **stratégie concernant l'égalité des genres et les droits des femmes**. Le DFAE souhaite ainsi renforcer son engagement pour l'égalité des genres et la réalisation des droits des femmes, et lui donner davantage d'ampleur et de cohérence. En effet, comme l'écrit le DFAE, malgré les progrès réalisés, de grandes disparités persistent entre les genres, y compris en Suisse. Les femmes et les filles sont en outre touchées de façon disproportionnée par les conséquences des crises humanitaires, des conflits, de l'extrémisme violent et de l'insécurité alimentaire. La promotion des droits dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive est l'un des cinq objectifs clés de la stratégie du DFAE pour la mise en œuvre concrète des droits des femmes.



- [Stratégie égalité des genres et droits des femmes du DFAE](#)
- [Communiqué de presse](#)  
<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-68045.html>

- Une quarantaine d'ONG suisses ont lancé le 25 septembre **la Plateforme Agenda 2030 de la société civile**. Ces organisations s'engagent ensemble pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 de développement durable pour s'assurer que la Confédération passe de la parole aux actes et s'engage résolument en faveur du développement durable, à tous les niveaux.



- [Communiqué de presse](#)  
<http://www.alliancesud.ch/fr/politique/agenda-2030/la-societe-civile-suisse-fait-bloc>

- Une nouvelle mise à jour de l'application **Women's Human Rights** est d'ores et déjà disponible. Développée conjointement par le Centre suisse de compétence pour les droits humains (CSDH) et le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), elle se donne pour objectif de renforcer les droits des femmes. Cette appli propose en effet un accès simple à une base de données exhaustive qui compile les principaux documents internationaux traitant des droits des femmes. Un champ de recherche par mots clés permet de parcourir les textes importants par thématique.



Liens pour télécharger l'application: [iOS](#), [Android](#), [Blackberry](#). Davantage d'informations sur: [www.womenshumanrights.ch](http://www.womenshumanrights.ch).

➤ [Appli Women's Human Rights](http://www.womenshumanrights.ch)  
<http://www.womenshumanrights.ch>

- Le Conseil fédéral souhaite mieux protéger les **victimes de violence domestique et de harcèlement obsessionnel**. Il l'a fait savoir le 11 octobre dernier en publiant un message portant sur diverses modifications du droit civil et du droit pénal. Ce projet prévoit notamment de pouvoir surveiller électroniquement le respect d'une interdiction géographique ou d'une interdiction de contact. Il soulage par ailleurs les victimes, puisque la décision de suspendre ou de classer une affaire pénale ne relèvera plus de leur seule responsabilité. Dans deux rapports publiés le même jour, le Conseil fédéral salue en outre les efforts déployés par les cantons pour lutter contre la violence domestique et le harcèlement au moyen d'un système de gestion des risques. Les statistiques montrent que la violence domestique et le harcèlement sont des problèmes de société majeurs: rien qu'en 2016, 17'685 infractions ont été enregistrées par la police dans la sphère privée, un chiffre en hausse de 2% par rapport à 2015 et de 13% par rapport à 2014. 19 personnes en sont mortes (18 femmes et un homme), auxquelles s'ajoutent 52 tentatives d'homicide.

➤ [Communiqué de presse du Conseil fédéral](https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-68372.html)  
<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-68372.html>

- Avec le soutien de l'Office fédéral de la santé publique, la Haute école spécialisée bernoise (BFH) a réalisé une analyse de la situation des **soins de santé sexuelle et reproductive dispensés aux femmes et à leurs nourrissons dans les centres d'hébergement de requérants d'asile en Suisse**. Cette étude met en évidence que les requérantes d'asile et leurs enfants sont un groupe spécialement vulnérable en termes de soins médicaux. C'est particulièrement au moment de leur fuite, période parfois très longue et synonyme de grandes privations, que ces femmes sont fortement exposées et vulnérables à la violence sexuelle. Structures sociales et familiales éclatées, manque de connaissance du système de santé suisse, barrières linguistiques et statuts de séjour précaires ne sont que quelques-uns des problèmes rapportés par les services de soins locaux en santé sexuelle et reproductive. D'après les auteures de l'étude, les autorités politiques doivent prendre des mesures pour développer et mettre sur pied un système de santé adéquat et innovant, en particulier dans le domaine de la prévention, qui réponde de façon beaucoup mieux adaptée aux besoins de cette population cible. Ce document propose d'ailleurs des recommandations concrètes pour améliorer la situation actuelle en la matière.

➤ [Analyse de la situation et recommandations](http://www.bag.admin.ch/dam/bag/fr/dokumente/nat-gesundheitsstrategien/nat-programm-migration-und-gesundheit/chancengleichheit-in-der-gesundheitsversorgung/mutter-kind-gesundheit-in-der-migrationsbevoelkerung/REFUGEE-Studie/Synthese%20etude%20REFUGIEES.pdf)  
[www.bag.admin.ch/dam/bag/fr/dokumente/nat-gesundheitsstrategien/nat-programm-migration-und-gesundheit/chancengleichheit-in-der-gesundheitsversorgung/mutter-kind-gesundheit-in-der-migrationsbevoelkerung/REFUGEE-Studie/Synthese%20etude%20REFUGIEES.pdf](http://www.bag.admin.ch/dam/bag/fr/dokumente/nat-gesundheitsstrategien/nat-programm-migration-und-gesundheit/chancengleichheit-in-der-gesundheitsversorgung/mutter-kind-gesundheit-in-der-migrationsbevoelkerung/REFUGEE-Studie/Synthese%20etude%20REFUGIEES.pdf)

- La Confédération soutient le **centre de compétence contre les mariages forcés** à hauteur de 800'000 CHF répartis sur les quatre prochaines années. C'est ce qu'a décidé le Conseil fédéral à la mi-octobre. Ce service spécialisé offrira ses conseils aux personnes concernées, ainsi qu'aux spécialistes du domaine confronté-e-s à des cas complexes de mariages forcés sur l'ensemble du territoire helvétique. Par ailleurs, il mettra à la disposition des personnes actives sur le terrain des publications, échanges d'expériences, offres de formation continue et de sensibilisation, et autres activités médiatiques. Ces mesures s'inspirent des expériences faites par le programme fédéral de lutte contre les mariages forcés 2013-2017. Selon une évaluation externe, ce programme a en effet contribué de façon décisive à aider les personnes concernées et a permis de signaler 905 cas d'unions et mariages forcés en Suisse entre début 2015 et fin août 2017.
  - [Communiqué de presse](#)  
<https://www.ejpd.admin.ch/ejpd/fr/home/aktuell/news/2017/2017-10-31.html>
  - [Programme fédéral de lutte contre les mariages forcés – rapport du Conseil fédéral](#)  
<https://www.sem.admin.ch/dam/data/sem/integration/themen/zwangsh/20171025-ber-br-zwangsheirat-f.pdf>
  - [Centre de compétence contre les mariages forcés](#)  
<http://www.zwangsheirat.ch/>

## Agenda

---

- Le groupe parlementaire CAIRE+ renoncera exceptionnellement à sa réunion régulière pendant la session hivernale.  
Plus d'informations au secrétariat : [susanne.rohner@sante-sexuelle.ch](mailto:susanne.rohner@sante-sexuelle.ch)

- **Programme de la session, thèmes intéressants pour CAIRE+**

### CONSEIL NATIONAL

- Mardi 28 novembre 2017  
**15.33 n CC.** Protection des enfants, **différences**  
Perspective: <https://www.parlament.ch/centers/documents/de/vorschau-ws-2017-nr.pdf>
- À partir de mercredi 29 novembre 2017  
**17.41 sn** Budget 2018 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2019-2021

### CONSEIL DES ÉTATS

- À partir de mardi 28 novembre 2017  
**17.041 sn** Budget 2018 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2019-2021  
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20170041>
- Mercredi 29 novembre 2017  
**15.3401 n Mo.** Conseil national (Groupe BD). Don de sang. Abolir les restrictions anachroniques et discriminatoires (CSSS-CE)  
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20153401>
- Jeudi 30 novembre 2017  
**17.3966 s Po.** CSEC-CE. Agenda 2030. Bilan intermédiaire

- Du 25 novembre au 10 décembre 2017, la campagne internationale « **16 jours contre la violence à l'égard des femmes** » aura lieu pour la dixième fois en Suisse. L'édition de cette année s'intitule : « *Parlons-en – la violence envers les femmes et les jeunes filles en Suisse* ». D'après les résultats des recherches et les statistiques nationales sur lesquelles se base la campagne, les adolescentes de 14 à 19 ans courent un risque accru d'être victimes de diverses formes de violence, dont les abus sexuels par des jeunes du même âge (également au sein de leur couple), la violence domestique par les parents ou des situations critiques dans la sphère numérique, comme le cyber-mobbing, le cyberstalking et le sexting. Cette classe d'âge est également particulièrement sujette à la violence dans un contexte migratoire (mutilations génitales, mariages forcés), ainsi qu'à des formes structurelles de violence de type sexisme et discrimination. Les 16 jours contre la violence à l'égard des femmes sensibiliseront l'opinion publique à cette thématique grâce à une campagne d'affichage et à de multiples manifestations et offres interactives visant à briser ce tabou chez les adolescent-e-s.



- [16 jours contre la violence à l'égard des femmes](http://www.16tage.ch/de/home-16.html)  
<http://www.16tage.ch/de/home-16.html>

## Savoir

---

### L'Examen Périodique Universel

L'Examen périodique universel (EPU)/Universal Periodic Review (UPR) est un outil de surveillance du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. La situation en matière de droits humains de chaque pays membre de l'ONU est examinée tous les quatre ans. Il s'agit d'une sorte de „Peer Review“ puisque ce sont les autres Etats qui proposent les thèmes et adressent des recommandations au pays inspecté. Ce dernier doit alors prendre position et peut accepter ou refuser les recommandations qui lui sont faites. Il doit ensuite rédiger un rapport national avant l'examen suivant. Au cours des quatre années suivantes, il s'engage à mettre en œuvre les conseils qu'il a acceptés et à montrer qu'il a bel et bien effectué les progrès espérés. Les organisations non gouvernementales ont la possibilité elles-aussi de soumettre des rapports alternatifs comme contrepoids au rapport officiel et les parlementaires ont la possibilité de participer à l'application des recommandations sur le plan politique.

Une large coalition d'ONG a une nouvelle fois rédigé un rapport alternatif lors du dernier cycle. SANTÉ SEXUELLE Suisse a en outre présenté un document supplémentaire qui s'intéresse spécifiquement aux atteintes aux droits humains dans le domaine des droits sexuels. SANTÉ SEXUELLE Suisse met en avant les discriminations persistantes envers les personnes LGBTI, les obstacles que rencontrent les femmes migrantes et requérantes d'asile lorsqu'elles tentent d'accéder à des prestations de santé sexuelle et reproductive, la violence envers les femmes, y compris la violence domestique, l'exploitation sexuelle dans un contexte de traite d'êtres humains et les inégalités en matière d'éducation sexuelle. Le rapport alternatif comprend également des propositions d'amélioration pour l'ensemble des domaines.

- [Rapport alternatif en matière de santé sexuelle en vue de l'EPU](https://www.sante-sexuelle.ch/wp-content/uploads/2017/03/UPR_SWITZERLAND-FINAL.pdf)  
[https://www.sante-sexuelle.ch/wp-content/uploads/2017/03/UPR\\_SWITZERLAND-FINAL.pdf](https://www.sante-sexuelle.ch/wp-content/uploads/2017/03/UPR_SWITZERLAND-FINAL.pdf)
- [Déclaration commune pour la session préliminaire](https://www.sante-sexuelle.ch/wp-content/uploads/2017/10/170921_UPR_Statement_PreSession_SR_SH.pdf)  
[https://www.sante-sexuelle.ch/wp-content/uploads/2017/10/170921\\_UPR\\_Statement\\_PreSession\\_SR\\_SH.pdf](https://www.sante-sexuelle.ch/wp-content/uploads/2017/10/170921_UPR_Statement_PreSession_SR_SH.pdf)

## Contact

---

Pour toute question, merci de contacter **Susanne Rohner**, Responsable secteur Advocacy de **SANTÉ SEXUELLE Suisse**, qui s'occupe du secrétariat du groupe parlementaire CAIRE+  
[susanne.rohner@sante-sexuelle.ch](mailto:susanne.rohner@sante-sexuelle.ch) <https://www.sante-sexuelle.ch/fr/>  
Tél. 031 311 44 08

**SANTÉ SEXUELLE Suisse**  
**SEXUELLE GESUNDHEIT Schweiz**  
**SALUTE SESSUALE Svizzera**

Si vous ne souhaitez plus recevoir notre newsletter trimestrielle, vous pouvez à tout moment vous retirer de notre liste de diffusion en écrivant à l'adresse susmentionnée.